

PROGRAMME
HUMANITAIRE &
DÉVELOPPEMENT

Analyse prospective
CÔTE D'IVOIRE 2020
Une période décisive

Novembre 2015

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

Cette analyse a pour objectif de présenter des scénarios d'évolution du pays à 5 ans, soit à l'horizon 2020.

Territoire analysé:

L'analyse devait porter sur les zones à haute densité de population (cf. SOW). La littérature étudiée et les entretiens avec des experts ont porté sur ces zones. Cependant ce rapport ne présente pas une analyse approfondie des disparités régionales au sein de la zone définie, et ce pour plusieurs raisons :

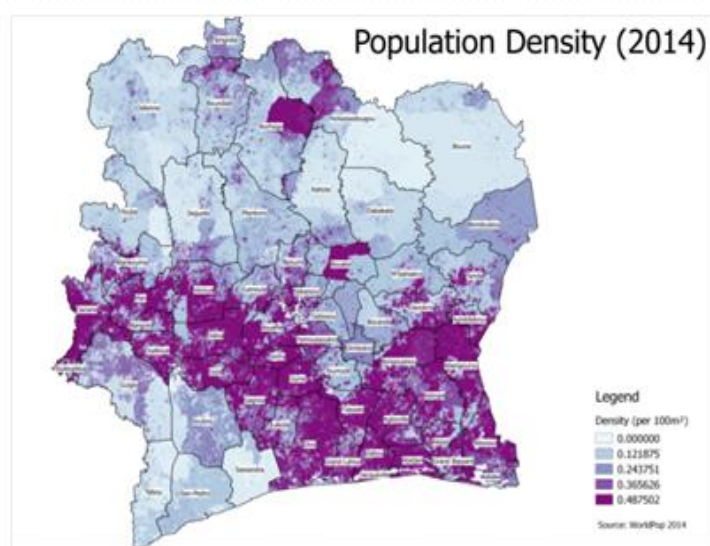
- > La faible disponibilité des données au niveau local selon les différentes thématiques et le manque d'harmonisation des méthodologies de récolte des données ne permettent pas de mener des comparaisons fiables ni de définir des évolutions spécifiques à chaque zone.
- > L'étendue de la zone considérée est trop vaste et le sujet trop généraliste pour permettre un éclairage par zone dans le cadre du présent exercice.

Cela dit, les zones à haute densité de population restent révélatrices des dynamiques du pays. Les tendances observées pour le pays dans son entièreté s'y expriment plus fortement. Par ailleurs, la part démographique de ces zones leur confère un rôle majeur dans l'évolution du pays. Les dynamiques qui les caractérisent dessineront les dynamiques nationales de demain. Les tendances qui seraient particulièrement fortes dans ces zones et les spécificités qui les caractérisent seront mentionnées au long du rapport.

INTRODUCTION

Au sortir du tumulte des crises politico militaires, la Côte d'ivoire depuis cinq années a changé de visage et démontré un dynamisme économique qui focalise l'attention. La tenue dans le calme des toutes récentes élections conforte les analystes dans l'espoir d'un tournant durable pour le pays. Si cette image de renouvellement et de modernité repose sur des éléments concrets tels que la croissance économique, les réformes engagées et la tenue d'élections pacifiées, elle ne parvient pas à masquer les pans oubliés du 'renouveau' ivoirien.

En termes économiques, la dépendance aux matières premières et la fragilité face aux cours mondiaux, ajoutées à un historique de corruption ancré dans les fonctionnements marchands et à



Source : ACF sur base des données Worldmap 2014

une justice trop fragile pour un milieu des affaires moderne restent des enjeux majeurs. La pauvreté et la faible redistribution des bénéfices de la croissance sont quant à eux décisifs pour la réussite du tournant ivoirien.

En termes sociaux, la modernité affichée du pays vers l'extérieur n'est pas au rendez-vous. La croissance démographique continue de la population ivoirienne ne permet pas d'envisager une transition démographique avant 2040, dans les projections les plus optimistes. L'abondance d'une population jeune est un défi majeur, en termes de logement, de nourriture, de santé, d'éducation et de travail décent bien sûr, mais également dans son accès à des espaces de liberté d'expression qui seront essentiels pour la future société ivoirienne.

En termes démocratiques, de nombreuses violations des droits humains sont toujours reportées. Les interdictions de manifester et arrestations arbitraires ont été nombreuses, notamment à l'approche de la présidentielle. Les organisations des droits de l'homme s'inquiètent de ce « signal préoccupant » pour la démocratie du pays. Dans la droite ligne historique, l'autoritarisme du régime ivoirien sera lui aussi un enjeu déterminant pour le futur du pays.

En termes de justice, la partialité du système judiciaire et l'absence de réelle séparation des pouvoirs interpellent. La pertinence de l'action gouvernementale est aujourd'hui fortement remise en question sur l'absence d'obligation de rendre des comptes (ou son caractère sélectif) pour les infractions commises lors des événements postélectorales de 2010-2011.

La Côte d'Ivoire se trouve donc aujourd'hui à un tournant décisif. L'évolution des facteurs qui ont plongé le pays dans une crise longue et violente (tensions communautaires, corruption, violences politique, pauvreté) sera déterminante à l'approche de l'échéance de 2020.

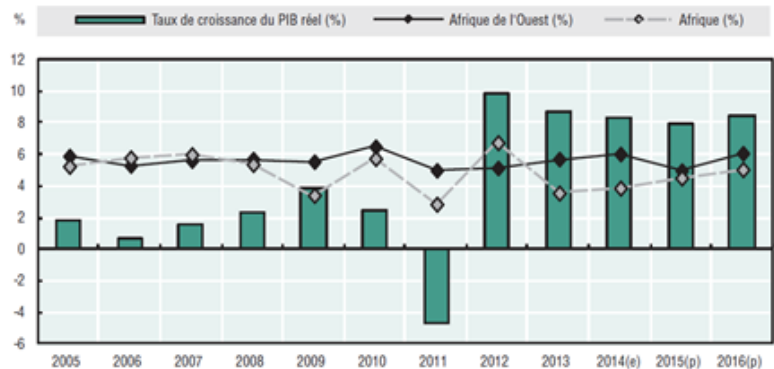
TENDANCES PRINCIPALES ET ÉLÉMENTS DÉCLENCHEURS

Santé économique :

Amorcé en 2012, le nouvel élan économique de la Côte d'Ivoire s'est confirmé en 2014 avec un taux de croissance estimé à 8.3 % qui devrait rester similaire en 2015 et 2016.

Les investissements publics et privés engagés dans le domaine des infrastructures et la consommation des ménages soutiennent la demande intérieure. La consommation privée demeure l'un des facteurs clé

Taux de croissance du PIB réel Côte d'Ivoire



Source : BAFD, Département statistique PEA. Estimations (e) ; prévisions (p)

de cette croissance, grâce à la hausse des revenus agricoles, un niveau d'inflation faible, une légère amélioration de l'emploi formel et informel dans les centres urbains.

En parallèle, la demande extérieure stimule les exportations des produits de base, grâce à des cours mondiaux orientés à la hausse. Dans le cadre du Plan National de Développement la Côte d'Ivoire a mené un certain nombre de chantiers sur l'amélioration du cadre des affaires et l'accélération des réformes structurelles, qui ont permis de rendre le pays plus attractif, principalement pour les investissements étrangers.

Plusieurs réformes structurelles ont permis d'améliorer la productivité (guichet unique de l'investissement, facilitation de l'accès à la propriété foncière et simplification des formalités de création d'entreprises). En outre, trois nouveaux codes ont été mis en œuvre : le code de l'investissement, de l'électricité et le code minier.

Aujourd'hui, le secteur primaire demeure un moteur clé de la croissance, grâce aux investissements dans les infrastructures rurales, aux réformes mises en œuvre pour améliorer la rémunération des paysans ainsi qu'à des projets importants pour améliorer la productivité du secteur. La hausse des volumes de production concerne toutes les filières agricoles d'exportation via l'entrée en production de nouvelles plantations et la mise en œuvre de mesures incitatives. Le dynamisme des cultures vivrières est notable. Les productions sont en hausse, notamment grâce à l'augmentation des surfaces cultivées et aux investissements visant une meilleure productivité et une amélioration de la commercialisation. Les industries extractives (or, manganèse et pétrole) sont en expansion bien qu'elles ne représentent qu'une faible part des emplois¹. Le secteur secondaire reste soutenu par la reprise des activités industrielles ainsi que le bâtiment et travaux publics, dans un contexte de reconstruction des infrastructures². Le dynamisme actuel du secteur secondaire contribue directement à l'essor des échanges commerciaux autour de ces nouveaux projets. Il tend également à façonner les dynamiques d'urbanisation actuelles. Le développement des industries manufacturière et agroalimentaire est favorisé par la mise en œuvre de la stratégie de soutien aux PME et l'aménagement de nouvelles zones industrielles ainsi que les investissements importants menés dans les secteurs minier et énergétique. Le secteur tertiaire connaît également une tendance favorable, en lien avec l'évolution des secteurs primaire et secondaire, notamment au niveau des transports et des télécommunications.

Les défis de la croissance ivoirienne :

✓ Facteurs de risque

Transparence :

Malgré l'amélioration du classement de la Côte d'Ivoire relatif à l'indice de corruption³, la culture de corruption endémique et historique du pays est encore perceptible. Nombre d'entreprises étrangères rapportent des demandes de pots de vins et les procédures de passation de marché restent floues, profitant aux entreprises qui savent 'jouer le jeu'. Si les efforts faits pour la consolidation de la situation budgétaire (hausse des recettes fiscales et maîtrise des dépenses) sont soulignés par le FMI, le manque de transparence et d'intégrité dans la gestion des finances publiques reste l'un des points faibles du pays.

¹ Le secteur minier emploie 6 640 personnes et a généré un chiffre d'affaires d'environ 580 millions USD sur les neuf premiers mois de 2014. (Source OCDE 2015)

² Dans le cadre des « chantiers » de l'Etat, l'amélioration des infrastructures est perceptible, notamment la construction du 3^{ème} pont d'Abidjan, la nouvelle autoroute entre Abidjan et Yamoussoukro et l'extension des zones portuaires.

³ Transparency International

Par ailleurs plusieurs rapports mentionnent l'implication d'anciens commandants de zone, aujourd'hui à des postes influents, dans certains trafics autour des secteurs importants de l'économie (cacao, or, diamants, armes) et aucun signe réel de prise en main de ce problème n'a été démontré jusqu'alors.

Dépendance aux cours mondiaux :

La croissance actuelle du pays est tirée par les exportations qui reposent principalement sur l'exploitation des matières premières agricoles. La situation dans les autres pays producteurs de cacao est à monitorer, la Côte d'Ivoire ayant bénéficié en 2015 de la chute de la production Ghanéenne ainsi que d'une baisse de 25% de la production mondiale imputée au phénomène El Nino. Des variations inattendues des cours mondiaux des produits agricoles pourraient être une source d'instabilité importante des recettes, à la fois pour les producteurs agricoles, et pour le gouvernement, réduisant ainsi l'aptitude du pays à financer son programme de développement. De manière plus générale, le risque d'une insuffisance des financements extérieurs pour soutenir le programme économique de la Côte d'Ivoire est à prendre en considération.

✓ **Enjeux d'inclusion :**

Disparités territoriales :

Les inégalités spatiales accumulées depuis les vingt dernières années traduisent le défi de l'inclusion spatiale. L'impact de la croissance peine à se faire sentir dans les zones rurales et les centres péri-urbains. La place prépondérante de la capitale économique et des zones portuaires dans les échanges commerciaux est significative des inégalités spatiales. La densité de l'activité économique est concentrée dans le sud, le centre-est et le sud-ouest du pays, en lien

circulaire direct avec la densité de population. La carte des communications mobiles reflète ainsi la répartition des densités de population et des densités économiques.

Le renforcement du rôle des collectivités locales semble primordial pour permettre de lancer des projets adaptés visant l'accès des usagers à des services modernes qui leur permettraient de gagner en productivité et en efficacité. Mais les programmes d'investissement et de développement local dépendent des transferts de l'État et d'éventuels fonds provenant de la coopération décentralisée ou de la diaspora. Or, selon l'OCDE, ces enjeux dépassent largement les possibilités budgétaires de l'État.

Réseaux des communications par téléphones mobiles et mobilité humaine

Communications par téléphone

Mobilité humaine



1: Abidjan; 2: Abobo; 3: Bouaké; 4: Daloa; 5: San-Pedro; 6: Yamoussoukro; 7: Korhogo; 8: Man; 9: Divo; 10: Gagnoa

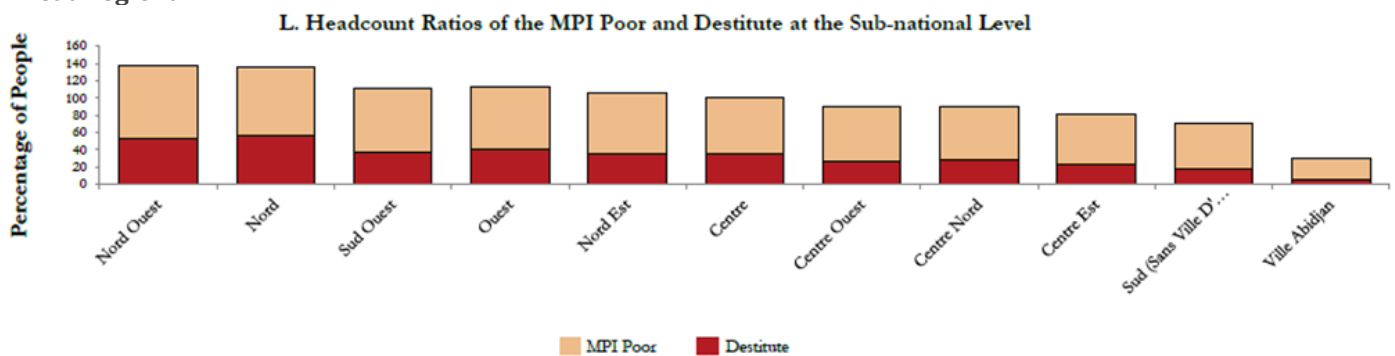
Source: Indiana University (2013) Mobile Communications Reveal the Regional Economy in Côte d'Ivoire

Une croissance non-inclusive :

Les indicateurs de développement humains restent bas. La Côte d'Ivoire stagne au rang de 171^{ème} pays sur 187 depuis 2008. Si le décollage économique est bien réel, la retombée des fruits de la croissance est un enjeu majeur pour les 5 prochaines années. A l'échelle nationale, le taux de pauvreté a légèrement reculé (46,3% de la population en 2015 contre 48,9 % en 2008⁴). Il reste plus accentué en milieu rural, mais les inégalités sont plus marquées en milieu urbain.

Le profil type du ménage pauvre en 2015 met en avant les déterminants suivants : la taille du ménage, le niveau d'instruction du chef de ménage et l'accès à l'emploi formel. Par ailleurs, plus du tiers de la population ayant un emploi est pauvre (35,5%), ce qui montre l'importance du sous-emploi dans le pays. Si le sud du pays bénéficie des indicateurs de développement humains les plus élevés grâce à la densité de l'activité économique, ces régions continuent de connaître la pauvreté, comme le souligne la dernière enquête sur le niveau de vie des ménages⁵. La progression de l'urbanisation et des migrations économiques vers les grands centres urbains sont à ce titre un défi pour les régions densément peuplées.

Proportion des personnes pauvres et indigentes selon l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IMP) au niveau régional⁶



Source : Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) (2015)

⁴ INS Côte d'Ivoire 2015. L'INS propose une mesure monétaire de la pauvreté qui se base sur un seuil de Pauvreté. Le seuil de pauvreté de référence est celui de 1985 de 75 000 FCFA, qui est actualisé chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. L'INS a retenu le seuil de 269 075 FCFA en 2015.

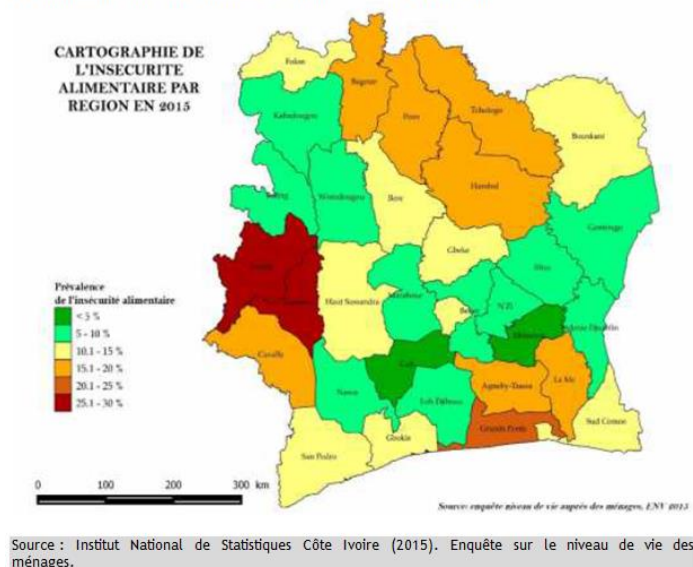
⁵ INS Côte d'Ivoire 2015.

⁶ La mesure de la pauvreté par l'INS Côte d'Ivoire est monétaire. Pour aller au-delà, nous choisissons d'utiliser également l'IPM. Pour plus d'information sur le calcul de l'IPM, voir : www.ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/

La carte de l'insécurité alimentaire souligne la vulnérabilité de certaines régions densément peuplées en 2015 (voir ci-contre).

Avec l'appui des partenaires internationaux, la Côte d'Ivoire a consacré une part importante de son budget aux dépenses dites 'pro-pauvres' à travers le renforcement de l'accès de la population aux services sociaux de base. Estimées à 30.2 % des dépenses publiques totales en 2013, ces dépenses sont ainsi passées à 35.8 % des dépenses publiques totales en 2014⁷.

Prévalence de l'insécurité alimentaire (modérée+ sévère) par région



En Côte d'Ivoire, si certains mécanismes traditionnels d'entraide informelle subsistent, la plupart ont été affaiblis par les crises successives, sans qu'un système de protection sociale moderne et à large couverture ne prenne le relais. Le système de protection sociale en vigueur et, s'il prend en compte l'essentiel des risques (maladie, retraite et invalidité, maternité, etc.), reste jusqu'à présent de fait limité aux travailleurs du secteur formel, d'où le faible taux de couverture (6%) de la population occupée. Les cotisations sont basées sur les salaires, elles sont élevées et les textes qui réglementent la protection sociale ne ciblent pas les travailleurs du secteur informel (secteur qui représente environ 70% du travail total du pays en 2014). Le pays s'est doté d'une stratégie nationale de protection sociale ambitieuse en mars 2013⁸ dont le projet phare est la mise en place progressive de l'assurance maladie universelle en 2015. Néanmoins, la volonté d'étendre le système de protection sociale implique nécessairement l'inclusion des catégories de population à faible capacité contributive. Dans ce cas, la viabilité du système dépendra des capacités et des volontés d'intervention financière de l'Etat. Il faudra par ailleurs relever le défi d'organiser un système de protection sociale touchant le secteur informel.

Au-delà, permettre l'accès à un emploi « décent » à tous constituera un défi redoutable à relever dans les 20 prochaines années pour la Côte d'Ivoire. Cela nécessiterait à la fois de :

- améliorer les conditions d'activité et les conditions de vie des millions de travailleurs insuffisamment ou pas rémunérés qui sont aujourd'hui occupés dans le secteur informel,
- permettre la création de suffisamment d'emplois « décents », notamment dans le secteur informel pour répondre, du moins en partie, aux aspirations du million de chômeurs que compte actuellement le pays,
- anticiper l'entrée de plus de 5 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail (d'ici 2030 - selon les projections démographiques).

⁷ Plan d'actions de réhabilitation et de rééquipement d'hôpitaux et de centres de santé, mise aux normes des plateaux techniques de structures sanitaire, mesure de gratuité dans l'accès aux soins pour les femmes enceintes et les enfants, gratuité des Soins obstétricaux et néonataux d'urgence ; doublement du seuil du Salaire minimum interprofessionnel garanti en 2014 (désormais fixé à 60 000 XOF), régularisation des conditions de travail des agents de l'Etat.

⁸ La stratégie a pour objectif d'améliorer le niveau de vie des populations ivoiriennes les plus pauvres à travers quatre axes principaux que sont la facilitation de l'accès aux services sociaux de base, l'accompagnement des groupes les vulnérables et leur protection contre les risques d'abus, de violences, d'exploitation, de discrimination, d'exclusion, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, l'atteinte progressive d'un niveau plus élevé de protection sociale et la couverture maladie universelle.

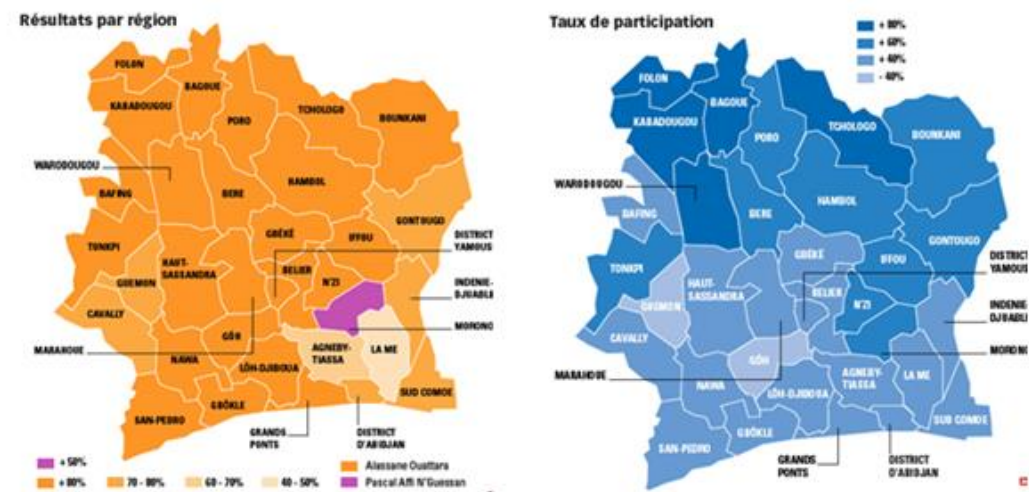
Si le gouvernement parvient à réduire le phénomène de corruption, il sera en mesure d'attirer davantage d'investissements dans le pays. En parallèle, des efforts pour diversifier les sources de revenus pourront permettre à plus long terme de réduire la dépendance du pays aux cours des matières premières. Des progrès significatifs dans ces domaines augmenteront les chances du gouvernement de disposer des moyens de mettre en œuvre sa politique économique et sociale. Conjugués à des réglementations pour réduire la part du secteur informel, les actions entreprises pour améliorer l'accès au travail décent pourront permettre à terme de réduire la pauvreté. Si les efforts sur l'emploi s'accompagnent de mesures sociales, une meilleure répartition des richesses pourrait voir le jour. La réduction des inégalités spatiales reposera quant à elle sur les capacités et la volonté du gouvernement à donner davantage de moyens aux collectivités locales.

Le rôle que l'Etat jouera dans les années à venir pour développer et façonner l'économie, la place qu'il entendra occuper ou non dans la régulation sociale, les capacités financières et techniques qu'il aura à sa disposition sont autant de facteurs déterminants pour la période qui s'ouvre.

Les suites d'une élection sans surprise :

Le calme dans lequel s'est déroulé le scrutin du 25 octobre dernier contraste avec le niveau de violence des échéances électorales précédentes et a probablement contribué à dédramatiser le processus électoral en Côte d'Ivoire. Mais l'issue pacifique de cette élection ne suffit pas à faire de la Côte d'Ivoire un exemple de démocratie. Le choix politique a été très restreint pour les ivoiriens⁹. Par ailleurs, la liste électorale est restée limitée à 6,3 millions d'inscrits pour un pays de 17 millions de citoyens. Le taux de

Elections présidentielles 2015 : résultats et participation par région



Source : Jeune Afrique

⁹ L'ancien président de l'Assemblée nationale, Mamadou Koulibaly, l'ex-chef de la diplomatie, Amara Essy, et l'ancien premier ministre Charles Konan Banny se sont retirés de la course avant le scrutin.

participation et le comportement de l'électorat sur l'ensemble du territoire au cours de cette élection démontrent que la société ivoirienne reste profondément divisée.

Alors que le président sortant (Ouattara Alassane) a obtenu les scores les plus importants dans les régions du Nord qui lui sont traditionnellement favorables, celles du Sud, considérées comme les fiefs de Gbagbo et par extension du FPI enregistrent un taux d'abstention élevé avoisinant les 50%. La participation à Abidjan, capitale économique et ville la plus cosmopolite du pays, a été de 43,58 %. Ces chiffres soulèvent la question de la cohésion nationale, avec en toile de fond le chantier de la réconciliation inachevé.

La réélection de Ouattara et le score qu'il a obtenu malgré l'absentéisme¹⁰ souligne de fait la solidité politique de la coalition RHDP dont certains pensaient qu'elle s'effriterait. Affi Nguessan, candidat du FPI notamment a vu s'effondrer ses espoirs de rallier une partie des déçus de la coalition RHDP dans les urnes. A l'inverse de la coalition sortante, les tentatives de coalition 'contre-nature' de l'opposition ont montré toutes leurs limites.

Dans la phase qui s'ouvre maintenant, l'opposition ne pourra pas se passer d'une réflexion stratégique profonde si elle parvient à faire le deuil politique de Laurent Gbagbo. L'appel au boycott n'a pas empêché un score confortable et incontestable pour le président sortant. Si la branche de l'opposition ayant appelé au boycott revendique l'appui d'une majorité silencieuse, sa crédibilité à être représentative est entachée. L'appel au boycott rend difficile l'estimation du poids de l'opposition au sein de la population ivoirienne, mais l'absence de leadership et de direction de l'opposition à Ouattara restera un trait marquant de cette élection.

La branche dure de l'ancien FPI va probablement mettre son énergie dans la contestation du procès Gbagbo et il est probable que la définition d'une nouvelle stratégie ne voit pas le jour avant l'issue du procès. Pour Affi Nguessan, des temps difficiles s'annoncent. La faiblesse de son score et sa démarcation envers le reste de l'opposition vont lui rendre délicates les tentatives de rallier des gens à sa cause.

Du côté du RHDP, les cinq prochaines années vont être consacrées à préparer la succession pour 2020. Ouattara et Bedié, les anciens ennemis des années 90, ont chacun à gagner dans le maintien de leur alliance pour cette succession. Ouattara a fait de son plus redoutable adversaire historique son meilleur allié politique. En apportant son soutien à Ouattara, Bedié a lui pris le risque de diviser son parti pour permettre le maintien du PDCI dans l'appareil d'État. En parallèle, le soutien du « Sphinx » a pesé lourd dans la victoire de Ouattara, notamment en lui assurant le soutien de la communauté Akan.. Il est fort probable qu'à l'approche de 2020, Ouattara choisisse son dauphin et pèse de toute son influence pour créer un consensus autour de lui.

Profitant de sa récente victoire, Ouattara a annoncé la tenue prochaine d'un référendum sur la révision de la Constitution ivoirienne. Elle visera à modifier l'article 35 voté en 2000 qui consacre le principe d'ivoirité pour retirer les germes conflictuels présents dans la Constitution ivoirienne. Au-delà de cette modification phare, d'autres modifications visant à favoriser le projet politique de Ouattara et de Bedié seront à l'ordre du jour. Il est question de donner au Président le pouvoir de dissoudre l'Assemblée

¹⁰ Le taux de participation avoisine les 53 %, ce qui est correct mais nettement inférieur à celui de 2010. Il est à relativiser compte tenu du faible niveau d'enrôlement sur les listes électorales.

Nationale pour éviter des situations de cohabitation, ce qui renforcerait encore la nature présidentieliste du régime politique ivoirien. L'introduction du concept de vice-présidence, calqué sur les systèmes ghanéens et nigérian, contribuerait quant à elle à assurer une succession en douceur de Ouattara. Cette dualité présidentielle permettrait d'assurer la représentation des deux couleurs politiques de la coalition RHDP à la magistrature suprême. Stratégiquement, le référendum devrait avoir lieu en 2016, Ouattara profitant des circonstances favorables de sa réélection au premier tour pour faire passer les changements constitutionnels.

Les ambitions et la rivalité entre Guillaume Soro, le président de l'Assemblée nationale, et Hamed Bakayoko, le ministre de l'Intérieur agitent la presse ivoirienne dans l'optique d'un match Soro/« Hambak » en 2020. Les appuis de Bakayoko s'élargissent et il augmente petit à petit son influence notamment sur la police et les services de renseignement, en cours de réforme. Guillaume Soro, lui, est de plus en plus loin des premiers cercles du pouvoir et confessait récemment une traversée du désert. Reste qu'il a pour lui son habileté politique et les moyens militaires. La récente mise en cause de Soro dans le coup d'Etat burkinabé et la réaction de son camp qui rejette ces accusations et accuse Bakayoko d'une campagne de dénigrement illustrent bien l'âpreté de la bataille pour la succession de Ouattara et laisse présager une vie politique tumultueuse jusqu'aux élections de 2020.

Réconciliation et démocratie : la clé d'une paix civile

« Rattrapage ethnique » :

Le manque d'équité dénoncé dans les nominations au sein de la haute administration est difficile à justifier pour l'équipe Ouattara. Les présidents de l'Assemblée nationale, de la Commission électorale indépendante et du Conseil constitutionnel, le ministre de la Justice, le directeur du Trésor, le chef d'état-major des armées, le ministre de l'Intérieur et le chef des renseignements sont tous issus de la région et de la communauté du président Ouattara. Cet accaparement des grands postes institutionnels et sécuritaires par des hommes originaires du Nord perpétue un sentiment d'éviction au sein d'une partie de la population.

Réconciliation en panne :

De nombreux observateurs s'inquiètent du dossier de la réconciliation, aujourd'hui « en panne ». La réelle volonté du gouvernement Ouattara d'aller vers une réconciliation nationale est en question. Le chef de l'Etat semble avoir durci son discours sur la réconciliation à la veille des élections : « *Cette question n'est pas facile, car elle vient du cœur, et il faut être deux pour se réconcilier* ». En parallèle, les accusations de « justice des vainqueurs » ne tarissent pas. À ce jour aucun membre des anciennes Forces nouvelles n'a été jugé pour les crimes commis entre 2002 et 2012. La justice reste profondément partielle et déséquilibrée, ce qui nourrit le sentiment d'injustice dans l'esprit de nombreux Ivoiriens et freine toute possibilité sérieuse de réconciliation. Les observateurs internationaux appellent tous à renforcer l'équité de la justice et à contrer l'impunité.

Une armée en désordre :

Le gouvernement n'est pas parvenu à réformer l'armée, où se mêlent plusieurs chaînes de commandement. D'anciens responsables de la rébellion des Forces nouvelles y conservent une place prépondérante tandis que les anciens officiers pro-Gbagbo sont marginalisés. Par ailleurs certains éléments des FRCI seraient toujours liés à d'anciens chefs de guerre et impliqués dans des actes de prédation. L'opération de DDR supportée par les Nations Unies a officiellement pris fin à l'été 2015 mais ses résultats mitigés sont sources d'inquiétude. La déception de certains ex-combattants de ne pas avoir été intégrés à l'armée est perceptible. Surtout, des rapports confirment qu'un grand nombre d'armes continuent à circuler dans le pays et que des stocks importants de matériel militaire « échappent au contrôle des pouvoirs publics ».

Libertés civique :

Les arrestations des personnalités de l'ancien régime et des militants de l'opposition ainsi que l'interdiction des manifestations sont dénoncées par la société civile et les observateurs extérieurs. Le caractère autoritaire du régime actuel ne se démarque pas des précédents. Les régimes politiques successifs en Côte d'Ivoire n'ont jamais vraiment laissé « respirer » la société, à l'inverse du Burkina ou du Ghana. Cela explique en partie la faiblesse de la société civile. L'émergence de mouvements citoyens si elle existe est rapidement freinée par les questions partisans ou des restrictions de libertés. Ouattara a jusqu'à présent maintenu cette ligne autoritaire rendant la perspective d'un « printemps ivoirien » peu plausible à très court terme.

Malgré la tenue d'élections pacifiées, la stabilité du pays à moyen et long terme demeure un défi. La manière dont seront pris en main les enjeux de réconciliation et de paix civile sera tout autant décisive que l'évolution du paysage politique. Dans ce domaine l'échéance de 2020 est déjà au cœur des stratégies. Cinq ans est un temps long en politique, les jeux d'alliances et de luttes internes aux différents bords politiques promettent de se multiplier autour des enjeux constitutionnels, de réconciliation et de justice.

SCÉNARIOS

Chaque scénario vise à proposer une perspective d'évolution différente pour la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020. Les scénarios regroupent des hypothèses d'évolution des variables clés pour le pays et reposent sur certains postulats préalables. Ces scénarios n'ambitionnent pas de rendre compte de toutes les itérations des futurs possibles, mais plutôt de proposer un cadre d'analyse des incertitudes.

Postulats préalables :

- **Urbanisation :** la tendance à l'urbanisation se poursuit tant que la transition démographique n'est pas achevée. Elle se concentre principalement dans les zones déjà densément peuplées, le long de l'axe nord sud et dans la zone sud du pays, avec un effet marqué pour la capitale économique et le grossissement des agglomérations secondaires.

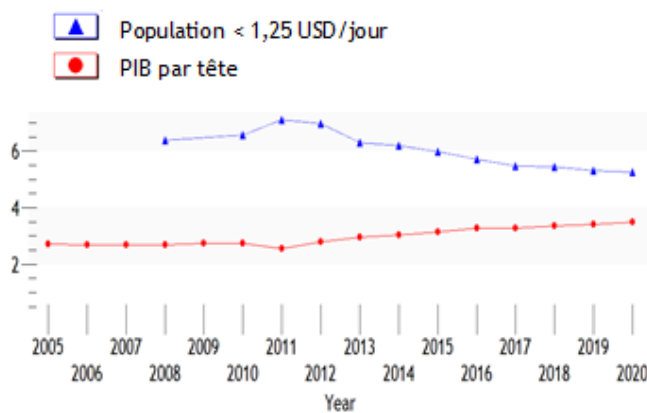
- La part de l'économie informelle ne connaît pas de changement drastique dans les cinq prochaines années.
- Aucune épidémie majeure ne survient dans les cinq prochaines années.

LA CONTINUITE : ENTRE OUVERTURE ECONOMIQUE ET FERMETURE DEMOCRATIQUE

Un pays attractif...

Les investisseurs voient dans le calme du dernier processus électoral et la victoire de « l'homme du FMI » le signe de la bonne santé du pays. Les craintes d'instabilité politique et sécuritaire qui freinaient encore

PIB par tête, Population vivant avec moins de 1,25 USD/jour
(en million)



Source : International Futures, Université de Denver

certaines investisseurs s'étant dissipées, les investissements continuent à se diversifier et suivent une courbe ascendante, principalement dans les zones les plus peuplées du pays et autour de la métropole abidjanaise. En parallèle le gouvernement, fort de sa reconduction, continue les réformes entreprises et multiplie les avantages fiscaux et législatifs pour atteindre son objectif : l'émergence en 2020. Le renforcement de l'attractivité du pays pour les investisseurs se concrétise. La courbe de la croissance continue son ascension. La Côte d'Ivoire tourne définitivement la page de la crise économique et la locomotive ivoirienne reprend durablement sa place au niveau

régional.

Conscients des enjeux socio-économiques soulevés par les partenaires au développement, et du défi de la redistribution des fruits de la croissance, le gouvernement fait de l'emploi et de la réduction de la pauvreté des objectifs phares de son quinquennat, bien qu'il reste flou sur les enjeux de réduction des inégalités.

Il centre ses efforts sur le maintien de la croissance perçue comme la solution pour réduire la pauvreté. Le maintien de la courbe ascendante de la croissance et les mesures économiques qui sont prises pour favoriser la création d'entreprise, l'employabilité des jeunes et développer la productivité du secteur agricole permettent de maintenir la réduction de la pauvreté engagée depuis quelques années. La mise en place de la politique de protection sociale est quant à elle laborieuse, compte tenu de la lourdeur et de la complexité du système. La part du secteur informel limite l'impact de cette politique et peu de résultats uniformes se dégagent. L'accès à un système de protection sociale reste le privilège de certaines catégories de travailleurs du secteur formel qui bénéficient des mesures publiques ou des mesures prises par leurs employeurs privés.

Les migrations économiques se maintiennent, drainées par le taux de croissance. Ce phénomène continue d'être source de tension sur l'accès au foncier, notamment dans la partie ouest du pays. La loi foncière de 1998 reste peu appliquée. Des accrochages surviennent ponctuellement. Les pouvoirs publics locaux manquent de capacités et d'autonomie. Ils sont démunis pour adresser la question foncière qui est gérée de facto en fonction des intérêts économiques, communautaires ou politiques ponctuels. La position du gouvernement reste floue et contradictoire malgré certains effets d'annonce. Dans les zones urbaines, les actions de déguerpissement continuent suivant des logiques économiques et les quartiers précaires se multiplient, phénomène accentué par l'urbanisation continue et le sous-emploi.

... mais autoritaire :

La population ivoirienne, dont une part importante reste en situation de pauvreté (plus de 5 millions de personnes à l'horizon 2020) reste peu impliquée dans les évolutions du pays. Les pouvoirs publics se satisfont de la léthargie et du manque de crédibilité des organisations de la société civile (OSC) et continuent à ignorer le besoin de réforme du cadre légal associatif, tout en associant sur le papier les OSC aux réflexions sur l'avenir du pays pour satisfaire les partenaires internationaux. En parallèle le pouvoir montre des signes ponctuels d'ouverture mais reste globalement très ferme dans la gestion des manifestations politiques et sociales, notamment à la fin de la période étudiée. La protection de l'« Etat de droit » reste la principale rhétorique utilisée pour justifier les restrictions de libertés.

Sur le plan politique, la fusion des partis de Ouattara et de Bédié effective en 2016, regroupe une coalition forte et nombreuse autour du président. La réforme de la Constitution n'échappe pas aux débats mais se concrétise, le président mettant en avant son bilan économique et social et liant la réforme constitutionnelle à l'enjeu de la réconciliation nationale. Ouattara s'attache à préparer sa succession en garantissant son alliance politique, autour de la nomination de son vice-président et de personnalités qui lui sont proches aux hautes fonctions. La révision de l'article 35 de la Constitution supprime la question ethnique des institutions politiques. Les divisions de l'opposition restent nombreuses. Même les enjeux de la réforme constitutionnelle, qui surviennent très rapidement, ne parviennent pas à consolider une opposition encore trop affaiblie et tournée vers l'image de l'ancien président. Le paysage politico-institutionnel se modèle durablement autour de Ouattara, son alliance et ses hommes à l'approche de l'échéance électorale de 2020.

LA COTE D'IVOIRE : « A SMALL USA¹¹ »

Des succès économiques mis au défi de la croissance démographique:

La croissance économique augmente fortement, sous l'égide de la politique libérale du gouvernement. Les investissements se multiplient dans le pays et les échanges commerciaux connaissent un essor porté

¹¹¹¹ Référence à la phrase de Ouattara « I want Côte d'Ivoire to be a small USA » lors d'une interview à Voice of Africa le 29 octobre dernier.

par le développement des infrastructures. L'évolution des marchés internationaux est favorable à la Côte d'Ivoire et l'accent est mis sur le développement du secteur privé. L'accès au foncier est dicté par la logique libérale. Cette envolée économique bénéficie principalement aux investisseurs en l'absence de régulations de l'Etat suffisantes pour encadrer la redistribution des bénéfices de la croissance et faire face à la croissance démographique. En effet la croissance démographique perdure, et plus de 50% de la population est en âge de travailler en 2020, soit approximativement 13 millions de personnes.

La polarisation de la richesse :

Malgré les bons résultats économiques, le chômage et le sous-emploi dans le secteur informel demeurent importants. La hausse des prix dans les zones urbaines ajoute des difficultés pour les ménages vulnérables et on assiste à une polarisation marquée de la richesse au fur et à mesure que se creuse le fossé entre la frange des plus riches et des plus pauvres. La courbe de la pauvreté stagne mais la paupérisation des quartiers précaires urbains et des zones périurbaines prend de l'ampleur. Malgré un objectif toujours affiché de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2020, les dépenses consacrées à la réduction de la pauvreté sont insuffisantes pour mettre en place un système de redistribution des richesses efficace. Les réformes prévues dans la stratégie de protection sociale s'enlisent faute de priorisation et sont victimes de coupes budgétaires. En effet, la faible progression des revenus fiscaux ne permet pas d'augmenter suffisamment le budget de l'Etat qui priorise d'autres secteurs. La mise en place de la couverture maladie patine. Le secteur social se privatise, la protection sociale n'étant accessible qu'aux populations ayant une capacité contributive élevée, excluant de fait ceux qui n'ont pas réussi économiquement.

Un vent de liberté souffle sur le pays :

Face à la paupérisation d'une partie de la population, et au libéralisme affiché du gouvernement, des mouvements citoyens indépendants émergent, porté par la jeunesse éduquée du pays. Des manifestations voient le jour autour des problématiques quotidiennes de la population ivoirienne dans les grandes villes du pays et rassemblent de nombreux jeunes. A l'image des initiatives sénégalaises et burkinabé, ces mouvements défient régulièrement le gouvernement sur les questions d'emploi, de cherté de la vie et de participation démocratique. La réponse du gouvernement à ces mouvements citoyens oscille entre répression et indifférence. Une partie de l'opposition politique comprend le poids de ces revendications sociales. L'apparition de nouveaux leaderships et de nouveaux discours fédèrent une opposition politique qui interpelle le gouvernement sur les questions de justice politique et sociale. Ce positionnement renforce l'opposition qui gagne en crédibilité auprès de la jeunesse à l'approche de 2020.

LA POUDRIERE SOCIALE

Un avion sans pilote :

La santé du président Ouattara se fragilise progressivement. Ses difficultés à tenir fermement les rênes du pouvoir sont de plus en plus palpables. En l'absence de l'homme fort, les dissensions et luttes d'influence reprennent au sein de son mouvement politique. La guerre des dauphins et les jeux d'alliances face aux enjeux de 2020 entraînent une fragmentation durable du paysage politique. Les réformes constitutionnelles ne sont pas menées à leur terme ou ne sont finalement pas entérinées et les institutions politiques sont grandement fragilisées. Les logiques de clans au sein de l'armée deviennent un risque majeur pour le pouvoir et les tentatives de déstabilisation se multiplient de la part de groupes ou personnages de l'opposition.

L'espoir de l'émergence enterré :

La nouvelle fragilité du pays fait ressurgir les craintes d'une déstabilisation majeure et éloigne les investisseurs, d'autant que les facilités fiscales et administratives sont bloquées. Les financements économiques extérieurs deviennent de plus en plus timides et se détournent de la Côte d'Ivoire au profit d'autres pays. Compte tenu des intérêts économiques étrangers dans le pays et des risques sociaux et politiques, une partie de l'aide au développement est maintenue et certains partenaires envisagent de renforcer leur appui dans une logique humanitaire face aux risques encourus par le pays. L'Etat n'a toutefois plus les moyens de mettre en œuvre sa politique économique et sociale et la fragilité du pays face aux variations des cours internationaux s'accroît.

Des populations durablement fragilisées :

Malgré l'aide internationale, limitée par la concurrence issue de la multiplication des crises, le pays s'enlise dans ses difficultés. La pauvreté s'étend et se creuse pour les catégories les plus vulnérables de la population qui n'ont pas pu profiter de l'embellie économique de la période 2011-2015. Le pays opère un repli sur soi, qui se traduit par une tension de plus en plus forte envers les migrants économiques dans les centres urbains comme dans l'ouest du pays. La pauvreté et la pression sur les ressources ravivent les discours de l'« envahissement » au niveau national. Les causes profondes de la décennie de crise se ravivent. La situation sociale devient explosive. Des mouvements sociaux spontanés se multiplient dans les centres urbains, interpellant violemment l'Etat. Le pays est à haut risque de basculer une nouvelle fois dans la crise à l'approche des échéances électorales de 2020.

UN ETAT FORT EN DIFFICULTES ECONOMIQUES

La période se caractérise par une implication marquée de l'Etat dans les questions sociales, en parallèle du libéralisme économique affiché.

Réduire la pauvreté : un objectif prioritaire :

Fort des bons résultats économiques obtenus lors de son premier quinquennat, le chef de l'Etat met l'accent sur les mesures sociales dans son second mandat. En particulier, l'objectif affiché de réduire la

pauvreté de moitié d'ici 2020 est au cœur des efforts. Le budget de l'Etat s'en ressent avec l'accroissement de la part des dépenses dites 'pro-pauvres' dans le budget global. Les mesures prises permettent d'espérer une baisse effective de la pauvreté dans la prochaine décennie.

La stratégie nationale de protection sociale est mise en œuvre. Des réformes franches et assumées permettent la création d'un système de protection social avec l'appui des partenaires internationaux, notamment de la Banque Mondiale. Mais les enjeux de financement du système retardent sa mise en œuvre effective sur toute l'étendue du territoire.

Les mesures visant l'amélioration de l'employabilité des jeunes sont mises en œuvre de manière volontariste et des résultats commencent à voir le jour dans les années à venir. Le gouvernement encourage et multiplie les nouveaux investissements dans les secteurs productifs et créateurs d'emplois, principalement les métiers agricoles et l'agro-transformation, les métiers d'art, de la culture et du tourisme, la construction.

Le nouveau Code du travail est finalement adopté par l'Assemblée nationale. En parallèle, les réformes visant à réduire les coûts de l'appartenance au secteur formel de l'économie et renforcer les coûts du non-respect du droit du travail et de la législation fiscale sont renforcées permettant d'entrevoir un début de réduction de la part du secteur informel dans les années à venir.

Vers un rééquilibrage spatial ?

Pour permettre la mise en place de plan locaux de développement et réduire les inégalités spatiales, l'Etat lance un projet de renforcement des collectivités locales. Les moyens financiers nécessaires sont toutefois difficiles à mobiliser et l'Etat appelle les partenaires internationaux à un soutien des plans de développement locaux. Dans la même logique, le dossier de la loi foncière est ré-ouvert. Le processus de mise en application de la loi est fermement relancé sans remettre en question les acquis. La propriété foncière est indexée sur la nationalité ivoirienne mais les étrangers propriétaires de titres avant la loi foncière les conservent. L'obtention des baux pour les individus ou entreprises étrangères est strictement encadrée, mais un système de compensation financières ou en nature est prévu pour les cas litigieux. La Chambre nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire (CNRCT)¹² est dotée de moyens réelles et exerce progressivement un rôle majeur dans la résolution des problèmes entre les citoyens et l'Etat au niveau des villages, notamment relatifs à la propriété des terres.

La difficile voie vers l'émergence :

Le boom économique attendu se fait attendre. Si les échanges commerciaux et les investissements se maintiennent, l'élan des dernières années se tasse. L'Etat rencontre des difficultés pour financer son programme de développement et devient de plus en plus dépendant de l'aide au développement.

C'est donc dans une situation économique et sociale mitigée, où beaucoup de chantiers sont ouverts que le pays va vers les élections de 2020. Les réformes sociales portées par Ouattara le rendent très populaire. Sur la scène politique, il maintient fermement la place de son clan face à une opposition toujours divisée.

¹² Instituée en 2014 par le Parlement à la demande du gouvernement

A l'aube de 2020 la question principale est centrée autour de la volonté du futur pouvoir à maintenir les réformes et les efforts engagés et de ses capacités à les assumer financièrement.

TENDANCES LOURDES ET INCERTITUDES

TENDANCES LOURDES :

Les évolutions à venir seront fortement déterminées par les choix politiques et économiques du gouvernement récemment reconduit. Cela dit, les dynamiques des tendances 'lourdes' seront à monitorer même si elles n'ont pas d'impact décisif dans les cinq prochaines années compte tenu de leur inertie.

Démographie :

Les tendances en termes de contraception et de natalité pourront permettre de déterminer si la Côte d'Ivoire est en chemin vers la transition démographique. Le niveau actuel toujours élevé de la fécondité et la jeunesse de la population 'garantissent' à la Côte d'Ivoire la poursuite de la croissance de sa population, et ce quelles que soient les hypothèses de baisse de la fécondité considérées. Celle-ci devrait être d'environ 30 millions en 2030, puis se situer en gros entre 40 et 50 millions en 2050, selon la rapidité de la baisse de la fécondité. La fécondité reste actuellement très élevée (5 enfants par femme environ en 2014) et l'utilisation de la contraception moderne est faible (12 % chez les femmes en union en 2012-2013), ce qui fait de la Côte d'Ivoire l'un des pays du monde ayant les niveaux de fécondité les plus élevés. Or faire face à des augmentations aussi importantes suppose une rapidité exceptionnelle d'adaptation des populations et des autorités, mais aussi des moyens importants qui peuvent être difficile à mobiliser dans un pays comme la Côte d'Ivoire.

La dimension démographique est primordiale pour l'avenir du pays de par ses effets dans les domaines économique et politique. Les capacités du pouvoir politique à saisir la fenêtre de l'opportunité démographique lorsqu'elle surviendra pourront lui assurer des succès majeurs et durables. A l'inverse, une croissance démographique forte pose un défi majeur au pays dans ses capacités à assurer une croissance économique qui suive le rythme démographique. La mobilisation des ressources nécessaires pour prendre soin d'un volume de population de plus en plus élevé est décisive pour le développement d'un pays et la réussite politique du pouvoir en place. Par ailleurs, une croissance démographique élevée se traduit par la part prépondérante des jeunes dans la société, possible source de déstabilisation d'un pouvoir politique qui ne saurait ouvrir des espaces de liberté et de démocratie suffisants.

Urbanisation :

Le processus d'urbanisation est initialement caractérisé par un petit nombre d'agglomérations, puis des villes secondaires émergent et se développent, jusqu'à ce que le réseau urbain soit assez dense pour tarir le flot des migrants ruraux. Enfin, en parallèle de l'achèvement de la transition démographique, une stabilisation du nombre des centres urbains et de la population urbaine est généralement constatée,

certaines centres urbains déclinant au profit d'autres. En Côte d'Ivoire, le phénomène d'urbanisation a été très influencé par les maillages administratifs et par le développement de centres économiques régionaux. Le contexte socio-politique et économique joue donc beaucoup dans l'évolution de cette tendance. Si le taux de croissance de l'urbanisation s'est ralenti depuis les années 80, l'urbanisation continue d'augmenter. La démographie galopante en Côte d'Ivoire laisse présager une continuation de la tendance à l'urbanisation (60% de la population sera urbaine en 2030 et plus de 68% en 2050 selon les projections¹³). Tant que la transition démographique n'est pas achevée, il est peu probable que le processus d'urbanisation atteigne la stagnation.

Il est reconnu que les phénomènes d'urbanisation et de croissance économique se renforcent l'un l'autre, bien que leur lien de causalité reste difficile à établir. Pour autant, les problématiques de répartition de la richesse en zone urbaine et de la précarisation des nouveaux quartiers périphériques restent des enjeux majeurs, y compris dans une dynamique de croissance économique.

Si le phénomène d'urbanisation se poursuit, les enjeux actuels ne peuvent que s'intensifier dans les années à venir : comment nourrir les populations des villes et comment leur garantir un accès aux services de base ? A ce titre, la proximité des zones urbaines avec les zones cultivées et le ratio des importations de produits alimentaires sont intéressants à monitorer. Les politiques publiques d'aménagement des nouveaux quartiers et des zones péri-urbaines seront également décisives dans les années à venir en termes de développement humain. Elle impacteront également les enjeux de paix sociale et pourront à ce titre fragiliser la stabilité politique du pays.

Société civile :

Le fort centralisme de l'Etat ivoirien jusque dans les années 70 n'a pas favorisé l'émergence d'une société civile responsable et concernée. Par ailleurs, à la différence de certains pays voisins, le caractère autoritaire des régimes successifs a très peu laissé 'respirer' la société. Plusieurs constats font état d'un certain attentisme de la population face aux questions sociales et politiques et d'une difficulté à se saisir de l'espace public. L'héritage ivoirien continue de peser sur la société civile, aujourd'hui peu crédible aux yeux des populations et des pouvoirs publics compte tenu des enjeux de compétition entre organisations, des difficultés d'indépendance financière et politique et de la dichotomie entre la tête et la base. Le phénomène d'urbanisation favorise souvent l'émergence de mouvements citoyens, parfois peu structurés qui défient les institutions, mais ces tendances prennent du temps avant de se matérialiser et d'induire des changements réels. Les évolutions de la société civile sont donc à monitorer en Côte d'Ivoire. Si elle parvient à se doter de positionnements stratégiques, à se structurer et se renforcer, et à se saisir de l'espace public, la société civile pourra être un accélérateur de changement pour le pays.

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE¹⁴

Violence politique :

¹³ Source : International Futures, sur base des données des Nations Unies, World Urbanisation Prospect 2014

¹⁴ Changements soudains peu attendus voir peu probables mais qui auraient un impact majeur sur le contexte s'ils survenaient rendant l'analyse caduque.

Si la Côte d'Ivoire a retrouvé une certaine stabilité depuis la crise post-électorale, certains facteurs à l'origine de la décennie de crises politico-militaires sont encore présents dans la société ivoirienne et la réconciliation nationale est loin d'être aboutie. Le sentiment d'exclusion de la représentation politique d'une partie de la population se nourrit de l'absence de pluralisme politique, du monopole au postes à haute responsabilité des personnalités de la même origine que le président Ouattara, notamment au sein de l'appareil sécuritaire et de manière plus générale, le manque d'équilibre politique entre les différentes régions et institutions du pays.

Le recours à la violence armée pourrait sembler irrationnel aux vues des progrès qu'a accomplis le pays ces dernières années. Elle reste toutefois possible compte tenu de la disponibilité d'armes de guerre sur le territoire, des divisions existantes au sein de l'armée et de la présence d'anciens combattants exclus du DDR. En cas de flambée de violence ou de préparation d'un coup d'Etat, une partie des troupes pourraient rejoindre l'un des deux camps. Par ailleurs, la génération de politiciens actuelle reste issue des années de crise et nombre d'entre eux ont fait leur apprentissage politique les armes à la main.

Une figure comme Guillaume Soro, qui voit son rêve de présidentiable s'éloigner, se trouve progressivement éloigné des cercles du pouvoir et peu disposer d'un arsenal de guerre conséquent. On ne peut exclure qu'il soit tenté par le recours à la violence. Ainsi, selon certains analystes, « *sans un changement profond dans les domaines politique, sécuritaire et judiciaire, une nouvelle phase de crise violente reste possible en Côte d'Ivoire*¹⁵ ».

Chute des cours internationaux des matières premières

Les variations des cours internationaux sont très difficiles à prévoir à un horizon de cinq années. L'évolution des cours internationaux est à monitorer tant une chute des prix des produits d'exportation de la Côte d'Ivoire pourrait être dramatique pour le pays (en fonction de la période dans laquelle elle survient). La baisse importante du PIB qu'elle entraînerait affecterait à la fois les capacités de l'Etat à mettre en œuvre ses politiques, tout en réduisant les opportunités d'emploi.

Attaques terroristes

L'environnement régional dans lequel évolue la Côte d'Ivoire est marqué par la menace du terrorisme djihadiste. Il est donc difficile d'exclure complètement le risque d'attaques terroriste, même si à l'heure actuelle, la Côte d'Ivoire semble plutôt préservée.

Au niveau géopolitique, l'implication de la Côte d'Ivoire dans la résolution de la crise malienne est un facteur de risque. Les autorités ivoiriennes prennent la menace islamiste avec plus de sérieux depuis l'augmentation des attaques islamistes et des arrestations à proximité de la frontière ivoirienne au sud Mali¹⁶. La Côte d'Ivoire a renforcé la sécurisation de sa frontière avec le Mali par précaution. Par ailleurs, peu après l'attaque de Fakola, le mouvement Ansar al-Din a menacé directement la Côte d'Ivoire d'attaques sur son sol¹⁷.

En Côte d'Ivoire le radicalisme religieux n'a pas pris l'ampleur qui a pu être observée dans d'autres pays de la région. Le pays se caractérise par sa liberté de culte et la diversité des courants de l'Islam. Depuis les tensions liées à l'implantation du « wahhabisme » dans les années 1950 et 1970, aucun incident n'a eu lieu entre les communautés musulmanes. Cela dit, certains groupes religieux proches du soufisme issus de la sous-région et installés en Côte d'Ivoire peuvent susciter une méfiance compte tenu de

¹⁵ International Crisis Group Octobre 2015

¹⁶ Fakola et Misseni dans la région de Sikasso en juin 2015

¹⁷ Il est possible que ce mouvement cherche à recruter au sein des populations Fulani désœuvrées du Nord de la Côte d'Ivoire. Le gouvernement ivoirien serait particulièrement inquiet des possibles tentatives de kidnapping et d'attaques sur son territoire, notamment autour des mines d'or de Sissingué et Tongon au nord du pays.

l'idéologie et les valeurs religieuses et sociales auxquelles adhèrent certains d'entre-eux, même si leurs activités ne représentent pas actuellement un sujet de préoccupation majeure. C'est notamment le cas du mouvement Jama'at Tabligh mis en question par certains pouvoirs publics de la sous-région quant aux doutes qui planent sur la nature de son agenda et de son message religieux. D'autres facteurs de risque socioéconomiques et réglementaires existent dans le pays. « *Les nombreux quartiers populaires de la capitale économique Abidjan ou d'autres localités du pays, à l'intérieur desquels s'amassent les couches défavorisées, en font des zones où des discours contestataires, ou prônant une certaine lecture de l'islam, portés par des associations ou des individus sous couvert d'actions de prosélytisme ou sociales, pourraient trouver un écho favorable*¹⁸. » A cela s'ajoute le contrôle limité des prêches et des lieux de prière – dont le nombre total est actuellement inconnu tant des pouvoirs publics que des instances islamiques.

La survenance d'une attaque terroriste majeure aurait un impact significatif pour le pays. Cela pourrait conduire au retrait de certains investissements étrangers du pays, et à une frilosité des potentiels investisseurs à entrer en Côte d'Ivoire. On peut également imaginer que cela entrave pour un temps les activités des opérateurs actifs en Côte d'Ivoire, notamment si une zone à forte densité économique est touchée. Le ralentissement économique ainsi engendré serait alors à considérer.

CONCLUSION

La nouvelle période qui s'ouvre en Côte d'Ivoire est à la fois pleine de promesses et de dangers. Au sortir d'une décennie de crise et d'une histoire politique autoritaire, les évolutions possibles du pays sont principalement centrées autour du rôle que prendra l'Etat et des choix du pouvoir en place. Nouvellement reconduit, le gouvernement dispose de cinq années pour inscrire l'embellie économique dans la durée et la traduire en succès sociaux et humains avec l'aide de ses partenaires internationaux. Ses capacités à financer sa politique économique et sociale ainsi que les efforts qui seront mis dans la réduction de la pauvreté et des inégalités spatiales et sociales seront décisifs pour l'après 2020. Mais plus encore ce sont la transparence, l'équilibrage des pouvoirs, le degré d'ouverture démocratique et politique, la réalité et la justesse des actions entreprises pour la réconciliation nationale qui détermineront si le pays peut définitivement tourner la page de l'instabilité. ■

¹⁸ Institute for Security Studies Africa

BIBLIOGRAPHIE

AFD (2014). Comment bénéficier du dividende démographique ? « Replacer la population au centre des trajectoires de développement de la Côte d'Ivoire ».

Africapolis. Dynamiques de l'urbanisation Afrique de l'Ouest 1950-2020

Ambassade de France en Côte d'Ivoire (2015). Echanges commerciaux France Côte d'Ivoire

AUF, Archives Contemporaines (2009). Edouard Talnan, Patrice Vimard. Fécondité et urbanisation en Côte d'Ivoire : existe-t-il une transition urbaine de la fécondité?

Banque Africaine De Développement Côte d'Ivoire - Document combiné de stratégie pays 2013-2017 et de revue du portefeuille 2013

Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (2015). Cahier de propositions pour la révision de la Loi régissant les associations.

Fabrice Courtin et al., « La crise ivoirienne et les migrants burkinabés. L'effet boomerang d'une migration internationale », Afrique contemporaine 2010/4 (n°236), p. 11-27.

Gouvernement de Côte d'Ivoire, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la GRED IRD Chauveau et Collin (2014). La question foncière à l'épreuve de la reconstruction en Côte d'Ivoire.

Formation Professionnelle (2012). Situation de l'emploi en Côte d'Ivoire

FMI (2013). Plan de développement Côte Ivoire

Institut National de Statistique de la Côte d'Ivoire (2014). Recensement

Institut National de Statistique de la Côte d'Ivoire (2015). Enquête sur le niveau de vie des ménages.

International Crisis Group (janvier 2014). Côte d'Ivoire, le grand ouest clé de la réconciliation

International Crisis Group (octobre 2015). Côte d'Ivoire, une stabilisation en trompe l'œil.

IRD GRED Pôle Foncier de Montpellier (2014). La question foncière à l'épreuve de la reconstruction en Côte d'Ivoire

L'Espace Politique, Christian Bouquet et Irène Kassi-Djodjo (2014). « Déguerpir » pour reconquérir l'espace public à Abidjan. <http://espacepolitique.revues.org/2963>

L'Espace Politique, Julie Blot et Amandine Spire (2014). « Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud ». <http://espacepolitique.revues.org/2893>

Nations Unies (avril 2014). Rapport du groupe des experts pour la Côte d'Ivoire

OCDE (2015). Economic Outlook Côte d'Ivoire

OCDE (2011). West African Urbanisation trends

Oxford Poverty and Human Development Initiative (Juin 2015). Côte d’Ivoire Country briefing.

PNUD (2014). Etude émergence et moteurs de la croissance en Côte d’Ivoire.

PNUD (2013). Rapport national sur le développement humain.

République de Côte d’Ivoire (1960). Loi sur les associations.

République de Côte d’Ivoire (2013). Stratégie nationale de Protection sociale

République de Côte d’Ivoire –Union Européenne programme indicatif national 2014-2020

Search For Common Ground (2013). Société civile et gouvernance locale en Côte d’Ivoire

Union Européenne (2010). Etude de faisabilité de l’appui aux OSC en Côte d’Ivoire.

WATHI Quelles réformes constitutionnelles pour la cohésion sociale en CIV

Analyse Prospective **CÔTE D'IVOIRE 2020** **Une période décisive**

Novembre 2015

OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE

Un observatoire du
PROGRAMME HUMANITAIRE & DÉVELOPPEMENT

© IRIS
Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org
@InstitutIRIS

www.iris-france.org